

210P-2113

**ÉLÉMENTS D'INFORMATION CONTENUES DANS LES AVIS ET LES  
RÉSULTATS PUBLIÉS AU SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES  
(SEAO)**

(Extrait du document d'appel d'offres de juillet 2011)

[\(ANNEXE 6 - MISE À JOUR EN 2013\)](#)

**PARTIE A– AVIS D’APPEL D’OFFRES PUBLIC, AVIS D’APPEL D’INTÉRÊT, AVIS D’INTENTION, AVIS D’HOMOLOGATION DE PRODUITS, AVIS DE QUALIFICATION, ...**

1.	Numéro de l’avis (O)	Déterminé par l’organisme public.
2.	Numéro de référence SEAO (O)	Généré automatiquement par le SEAO.
3.	Titre de l’avis (O)	Déterminé par l’organisme public.
4.	Type d’avis (O)	Appel d’offres, appel d’intérêt, avis d’intention, avis de qualification de fournisseurs, avis d’homologation de biens, ...
5.	Nature du contrat (O)	Choix parmi : approvisionnement, services professionnels, services de nature technique, travaux de construction, concession, vente de biens meubles, vente de biens immeubles, autre.
6.	Catégorie (O)	Choix offert parmi plusieurs catégories selon la nature du contrat.
7.	Date et heure limites de réception des soumissions (O)	Il s’agit de l’heure du Québec au format heure : minute. Un calendrier doit être offert pour le choix de la date dont le format est aaaa-mm-jj.
8.	Ouverture publique des soumissions (O)	Sous forme de cases à cocher (Oui ou Non).
9.	Saisie du contrat par un autre organisme (O)	Notamment dans le cas d’un achat mandaté ou d’un regroupement d’organismes. Cases à cocher (Oui ou Non).
10.	Regroupement d’organismes (O)	Cette information sert à déterminer s’il s’agit d’un regroupement d’achat. L’organisme public doit cocher une case (Oui ou Non).
11.	Publication en différé (Option)	L’organisme public peut demander une publication à une date différée, ultérieure à la date du jour.
12.	Région de livraison (O)	<p>Il s’agit de la région où le bien, le service, ou les travaux de construction doivent être livrés. La saisie de cette information se fera via un menu déroulant identifiant la région de livraison parmi les 17 régions administratives du Québec. Il y a lieu aussi de prévoir un choix « Hors-Québec » et le cas où il y aurait plusieurs régions de livraison:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ 01 Bas-Saint-Laurent</li> <li>○ 02 Saguenay-Lac-Saint-Jean</li> <li>○ 03 Capitale-Nationale</li> <li>○ 04 Mauricie</li> <li>○ 05 Estrie</li> <li>○ 06 Montréal</li> <li>○ 07 Outaouais</li> <li>○ 08 Abitibi-Témiscamingue</li> <li>○ 09 Côte-Nord</li> <li>○ 10 Nord-du-Québec</li> <li>○ 11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine</li> <li>○ 12 Chaudière-Appalaches</li> <li>○ 13 Laval</li> <li>○ 14 Lanaudière</li> <li>○ 15 Laurentides</li> <li>○ 16 Montérégie</li> <li>○ 17 Centre-du-Québec</li> <li>○ 99- Hors-Québec</li> </ul>

13.	Accords applicables(O)	<p>Il s’agit des accords de libéralisation des marchés publics avec d’autres juridictions. Le choix doit être offert entre :</p> <p>-   Aucun accord applicable</p> <p>ou bien</p> <p>-   parmi un ou plusieurs accords suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>○ Accord sur le commerce intérieur (ACI)</li><li>○ Accord Québec-Ontario (ACCQO)</li><li>○ Accord Québec-Nouveau-Brunswick (AQNB)</li><li>○ Accord Québec-New-York (AQNY)</li><li>○ Entente Québec-Ontario 2006 (concerne la SAQ et Loto-Québec)</li><li>○ Accord sur les marchés publics (AMP) de l’organisation mondiale du commerce</li></ul> <p>Cette liste est mise à jour périodiquement.</p> <p>Un lien vers le site Internet du Conseil du trésor (synthèse des accords) doit être proposé.</p>								
14.	Exception aux accords applicables et motif de la décision (Optionnel)	<p>Il s’agit d’une case à cocher pour indiquer l’existence d’une exception à un ou des accords de libéralisation des marchés publics applicables avec une description de cette exception, soit :</p> <table><tr><td>Développement économique et régional</td><td>Contrat à cette fin soustrait par le gouvernement du Québec de l’application de ces accords en raison de circonstances exceptionnelles. Cette exception doit être autorisée par le Conseil des ministres.</td></tr><tr><td>Compatibilité, droits exclusifs et entretien spécialisé</td><td>Contrat visant à assurer la compatibilité avec des produits existants, le respect de droits exclusifs tels que les droits d’auteur ou les droits fondés sur une licence ou un brevet ou l’entretien de produits spécialisés devant être effectué par le fabricant ou son représentant et qu’un seul fournisseur est en mesure de satisfaire aux conditions du contrat.</td></tr><tr><td>Recherche, développement, prototype ou concept original</td><td>Contrat de recherche ou de développement ou pour la production d’un prototype ou d’un concept original, mais non pour leur achat ultérieur et qu’un seul fournisseur est en mesure de satisfaire aux conditions du contrat.</td></tr><tr><td>Urgence</td><td>Contrat d’acquisitions gouvernementales, lors d’une situation d’urgence imprévisible, qui ne peuvent être obtenues en temps utile en utilisant les procédures ouvertes de passation des marchés publics prévues aux accords de libéralisation des marchés publics.</td></tr></table>	Développement économique et régional	Contrat à cette fin soustrait par le gouvernement du Québec de l’application de ces accords en raison de circonstances exceptionnelles. Cette exception doit être autorisée par le Conseil des ministres.	Compatibilité, droits exclusifs et entretien spécialisé	Contrat visant à assurer la compatibilité avec des produits existants, le respect de droits exclusifs tels que les droits d’auteur ou les droits fondés sur une licence ou un brevet ou l’entretien de produits spécialisés devant être effectué par le fabricant ou son représentant et qu’un seul fournisseur est en mesure de satisfaire aux conditions du contrat.	Recherche, développement, prototype ou concept original	Contrat de recherche ou de développement ou pour la production d’un prototype ou d’un concept original, mais non pour leur achat ultérieur et qu’un seul fournisseur est en mesure de satisfaire aux conditions du contrat.	Urgence	Contrat d’acquisitions gouvernementales, lors d’une situation d’urgence imprévisible, qui ne peuvent être obtenues en temps utile en utilisant les procédures ouvertes de passation des marchés publics prévues aux accords de libéralisation des marchés publics.
Développement économique et régional	Contrat à cette fin soustrait par le gouvernement du Québec de l’application de ces accords en raison de circonstances exceptionnelles. Cette exception doit être autorisée par le Conseil des ministres.									
Compatibilité, droits exclusifs et entretien spécialisé	Contrat visant à assurer la compatibilité avec des produits existants, le respect de droits exclusifs tels que les droits d’auteur ou les droits fondés sur une licence ou un brevet ou l’entretien de produits spécialisés devant être effectué par le fabricant ou son représentant et qu’un seul fournisseur est en mesure de satisfaire aux conditions du contrat.									
Recherche, développement, prototype ou concept original	Contrat de recherche ou de développement ou pour la production d’un prototype ou d’un concept original, mais non pour leur achat ultérieur et qu’un seul fournisseur est en mesure de satisfaire aux conditions du contrat.									
Urgence	Contrat d’acquisitions gouvernementales, lors d’une situation d’urgence imprévisible, qui ne peuvent être obtenues en temps utile en utilisant les procédures ouvertes de passation des marchés publics prévues aux accords de libéralisation des marchés publics.									
		<table><tr><td>Sécurité et protection</td><td>Contrat d’acquisitions gouvernementales à l’égard duquel le respect des dispositions des accords de libéralisation des marchés publics concernant le caractère ouvert des procédures de passation des marchés publics réduirait la capacité du gouvernement du Québec à maintenir la sécurité ou l’ordre public ou à protéger la vie ou la santé des humains, des animaux ou des végétaux.</td></tr></table>	Sécurité et protection	Contrat d’acquisitions gouvernementales à l’égard duquel le respect des dispositions des accords de libéralisation des marchés publics concernant le caractère ouvert des procédures de passation des marchés publics réduirait la capacité du gouvernement du Québec à maintenir la sécurité ou l’ordre public ou à protéger la vie ou la santé des humains, des animaux ou des végétaux.						
Sécurité et protection	Contrat d’acquisitions gouvernementales à l’égard duquel le respect des dispositions des accords de libéralisation des marchés publics concernant le caractère ouvert des procédures de passation des marchés publics réduirait la capacité du gouvernement du Québec à maintenir la sécurité ou l’ordre public ou à protéger la vie ou la santé des humains, des animaux ou des végétaux.									

15.	Nom de l'organisme public et sa catégorie (Information)	<p>On distinguera les catégories suivantes : les ministères et organismes publics, les organismes du réseau de l'éducation (commissions scolaires, cegeps et collèges, universités et établissements universitaires), les organismes du réseau de la santé et des services sociaux, les organismes qui doivent adopter une politique de gestion contractuelle tels ceux visés à l'article 7 de la LCOP, les municipalités et autres organismes municipaux et les autres organismes (OBNL, coopératives, autres entreprises privés, ...). Non saisis directement dans l'avis.</p> <p>La catégorie de l'organisation est importante pour fins de statistiques.</p>
16.	Nom du ou des responsable(s) de l'appel d'offres (O)	Sélectionné(s) parmi les contacts disponibles de l'organisation, lesquels auront été saisis lors de la création de l'organisation.
17.	Diffusion du contact (O)	Il s'agit d'une case à cocher offrant le choix à l'organisme public de diffuser ou non le(s) nom(s) du (des) responsable(s). L'adresse et le téléphone sont obligatoires et un choix est offert pour l'adresse courriel et le numéro de télécopieur (optionnels)
18.	Liste de commandes (Optionnel)	Diffusée au choix de l'organisme public. Les modalités de mise en œuvre déterminées par le SCT ou le MAMOT.
19.	Alerter le contact (O)	<p>L'organisme a le choix d'être averti par courriel lors des événements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ publication de l'appel d'offres</li> <li>○ commande de documents</li> <li>○ réception des documents</li> <li>○ fermeture prochaine de l'appel d'offres</li> </ul>
20.	Valeur estimée du contrat (O)	Sous la forme de fourchettes identifiées par le gestionnaire du contrat. Un choix est offert à l'organisme pour diffuser ou non ce montant. Les valeurs peuvent être modifiées avec le temps.
21.	Durée prévue du contrat (O)	Sous la forme de fourchettes (moins d'un an, de 1-3 ans, 3-5 ans, plus de 5 ans)
22.	Durée de la liste (O)	<b>Durée prévue de la liste des biens homologués ou des prestataires qualifiés. Seulement pour les avis d'homologation ou de qualification.</b>
23.	Nom du mandant (à titre d'information)	<p>Il s'agit, lors d'un achat mandaté, du ou des organismes publics qui délèguent à l'organisme public mandataire le soin d'effectuer l'achat ou la sélection du fournisseur en leur nom. Prévoir essentiellement 2 cas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) le mandataire réalise toute la procédure : publication de l'avis d'appel d'offres, ouverture des soumissions, conclusion et publication des résultats de l'adjudication du contrat.</li> <li>b) le mandataire publie l'appel d'offres et effectue l'ouverture des soumissions. Par contre la conclusion du contrat et la publication des résultats de l'adjudication seront du ressort du mandant.</li> </ul> <p>Les statistiques sur les contrats doivent tenir compte de cette particularité.</p>

24.	Description de l'avis (O)	<p>Une fenêtre destinée à saisir un texte descriptif de l'appel d'offres, (au moins 10 pages) est offerte pour décrire l'avis. Une barre d'outils permet la mise en forme du texte.</p> <p>Des mots-clés sont ajoutés pour faciliter une recherche éventuelle.</p>
25.	Classification de l'appel d'offres (Code UNSPSC) (O)	<p>C'est un code de classification de produits, services et travaux de construction selon la charte UNSPSC. Au moins un code doit être inscrit. Celui-ci doit être le plus détaillé possible afin de bien identifier l'objet de l'appel d'offres. La saisie de plusieurs codes est possible, mais un seul doit être identifié comme principal. Un contrôle de cohérence est effectué avec la nature du contrat. Des codes sont aussi être suggérés en fonction du titre de l'avis et de la nature du contrat. La saisie de mots-clés pour faciliter la recherche est aussi offerte.</p>
26.	Conditions d'admissibilité (Optionnel)	<p>Un choix est offert parmi les conditions les plus utilisées et notamment (Cette liste peut être mise à jour).</p> <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> L'offre doit être présentée par un fournisseur pour lequel l'organisme public n'a pas produit, au cours des 2 années précédant la date de l'ouverture des soumissions, une évaluation de rendement insatisfaisant, a omis de donner suite à une soumission ou à un contrat, ou a fait l'objet d'une résiliation de contrat en raison de son défaut d'en respecter les conditions.</li> <li><input type="checkbox"/> L'offre doit être présentée par un fournisseur ayant un établissement au Québec.</li> <li><input type="checkbox"/> L'offre doit être présentée par un fournisseur ayant un établissement au Québec ou dans un des territoires visés par les accords applicables.</li> <li><input type="checkbox"/> Le fournisseur doit posséder un système qualité dans le domaine couvert par le contrat et qui est conforme à la norme ISO au moment de déposer son offre.</li> <li><input type="checkbox"/> Le fournisseur doit posséder une accréditation délivrée par le ministre de l'Environnement basée sur la norme ISO 17025 au moment de déposer son offre.</li> <li><input type="checkbox"/> Le fournisseur doit déposer avec sa soumission une attestation délivrée par Revenu Québec relative à ses obligations fiscales; celle-ci ne doit pas avoir été délivrée plus de 90 jours avant la date et l'heure limites fixées pour la réception des soumissions, ni après ces date et heure.</li> </ul>
27.	Autres conditions d'admissibilité (Optionnel)	<p>Une fenêtre destinée à saisir d'autres conditions d'admissibilité que celles énumérées ci-dessus est proposée avec une barre d'outils permettant la mise en forme du texte saisi.</p>
28.	Conditions de conformité (Optionnel)	<p>Une fenêtre destinée à saisir des conditions de conformité est proposée avec une barre d'outils permettant la mise en forme du texte saisi.</p>
29.	Critères de sélection (Optionnel)	<p>Une fenêtre destinée à saisir un sommaire des critères de sélection est offert avec une barre d'outils permettant la mise en forme du texte saisi.</p>

30.	Transmission des documents (O)	<p>Les étapes du processus pour transmettre les documents d'appel d'offres au SEAO sont détaillées dans cette rubrique. Plusieurs modes de transmission sont possibles (téléchargement, messagerie, télécopieur, ...)</p> <p>Des informations concernant les documents annexés comme le type de document (devis, plan, ...), son contenu (document principal, addenda,...) et la langue du document sont aussi saisis.</p> <p>Noter que certains organismes (non assujettis à la LCOP ou aux lois municipales), peuvent publier leurs avis sur le SEAO, mais distribuer eux-mêmes leurs documents.</p>
31.	Modalités liées à l'assurance qualité, au développement durable et à l'environnement (O)	<p>Concernes les organismes publics visés à l'article 4 de la LCOP, lorsque ceux-ci considèrent l'apport d'un système d'assurance de la qualité ou prévoient une spécification liée au développement durable et à l'environnement. Selon le cas, l'article du règlement devra apparaître au regard de cette rubrique. Les renseignements seront saisis comme suit :</p> <p><u>Contrats d'approvisionnement ou de services</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Système d'assurance qualité : (Oui / Non) <ul style="list-style-type: none"> <li>• Si Oui, est-ce que l'application d'une marge préférentielle est prévue? (Oui / Non)</li> <li>• Si Oui, quel est le pourcentage correspondant à cette marge ? (xx %)</li> </ul> </li> <li>- Spécification liée au développement durable et à l'environnement demandée : (Oui / Non) <ul style="list-style-type: none"> <li>• Est-ce que l'application d'une marge préférentielle est prévue ? (Oui / Non)</li> <li>• Si Oui, quel est le pourcentage correspondant à cette marge (%)</li> </ul> </li> </ul> <p>Dans le cas des contrats d'approvisionnement ou de services, la marge préférentielle est limitée à 10 % au maximum pour les deux éléments (assurance qualité et développement durable.)</p> <p><u>- Contrats de travaux de construction</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Systèmes d'assurance qualité : (Oui / Non) <ul style="list-style-type: none"> <li>• Si Oui, est-ce que l'application d'une marge préférentielle est prévue? (Oui / Non)</li> <li>• Si Oui, quel est le pourcentage correspondant à cette marge ? (%)</li> </ul> </li> </ul> <p>La marge préférentielle est limitée à 5 % au maximum pour l'assurance qualité dans les contrats de travaux de construction.</p>

32.	Modalités de conclusion du contrat (O)	<p>Cette rubrique est saisie à la création de l'appel d'offres et servira notamment à des fins statistiques. Selon le cas, les modes suivants doivent être prévus sous la forme de cases à cocher :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>Contrats d'approvisionnement</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Prix le plus bas</li> <li>▪ Niveau minimal de la qualité et adjudication selon le prix le plus bas</li> <li>▪ Prix ajusté le plus bas (meilleur rapport qualité-prix)</li> </ul> <p>Dans la détermination du prix le plus bas, le montant tient-il compte des coûts d'impact liés à l'acquisition (Oui / Non) ? (<i>Voir article 13 alinéa 2 du Règlement sur les contrats d'approvisionnement des organismes publics</i>).</p> </li> <li>- <u>Contrats de services professionnels</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Prix le plus bas</li> <li>▪ Niveau minimal de la qualité et adjudication selon le prix le plus bas</li> <li>▪ Prix ajusté le plus bas (meilleur rapport qualité-prix)</li> <li>▪ Note finale de qualité la plus élevée</li> </ul> </li> <li>- <u>Contrats de services de nature technique</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Prix le plus bas</li> <li>▪ Niveau minimal de la qualité et adjudication selon le prix le plus bas</li> <li>▪ Prix ajusté le plus bas (meilleur rapport qualité-prix)</li> <li>▪ Note finale de qualité la plus élevée</li> </ul> </li> <li>- <u>Contrats de travaux de construction</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Prix le plus bas</li> <li>▪ Niveau minimal de la qualité et adjudication selon le prix le plus bas</li> <li>▪ Prix ajusté le plus bas (meilleur rapport qualité-prix)</li> </ul> </li> <li>- <u>Contrats de concession, de vente de biens meubles et de vente de biens immeubles</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Prix le plus élevé</li> </ul> </li> </ul>
33.	Autre avis précédant (O)	Identifie si un autre avis (qualification, homologation, intérêt, autre) a précédé le présent avis avec l'éventuel numéro SEAO de cet autre avis
34.	Appel d'offres en 2 étapes (O)	Permet d'identifier si l'appel d'offres s'effectue en 2 étapes et le nombre d'entreprises à être invitées à la deuxième étape
35.	Options reliées (Optionnel)	<p>Il s'agit des options suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Renouvellement</li> <li>- Acquisition supplémentaire</li> </ul>

36.	Facturation (à titre d'information)	<p>Concerne la facturation de la publication de l'avis lorsque d'autres organismes non assujettis se réservent un droit de distribution exclusive de leurs documents. La facture envoyée aux entreprises ou aux organismes publics doit être la plus détaillée possible.</p>
37.	Date de publication de l'avis (O)	<p>La date de publication de l'avis correspondant à la date du jour est générée par le système. Elle n'est pas modifiable une fois l'avis publié.</p> <p>Cependant, l'organisme public peut demander une publication à une date différée, ultérieure à la date du jour.</p> <p>Un résumé de l'avis est affiché avec les informations saisies avant toute publication, afin notamment que l'organisme puisse valider la qualité des informations saisies et les corriger si nécessaire.</p>



## PARTIE B - RÉSULTATS DE L'OUVERTURE PUBLIQUE DES SOUMISSIONS

1.	Numéro de l'avis Numéro SEAO Titre	Ces informations sont indiquées à partir de l'avis d'appel d'offres.
2.	Nom du soumissionnaire (O)	<p>Les noms des soumissionnaires peuvent être choisis parmi la liste de ceux ayant commandé les documents d'appel d'offres, parmi la liste des fournisseurs les plus fréquents, ceux inscrits ou abonnées au SEAO ou être ajoutés à partir d'un formulaire directement à l'écran. Prévoir la saisie du Numéro d'entreprise du Québec (NEQ).</p> <p>Des statistiques dans le cadre des accords sur les marchés publics sont à prévoir en fonction de la provenance du soumissionnaire et de sa catégorie (m/o, santé, éducation, municipal, ...)</p> <p>Une mention à l'effet que « <i>le nom des soumissionnaires ainsi que leur prix total respectif sont divulgués sous réserve de vérification ultérieure.</i> » doit apparaître.</p>
3.	Autre mention (facultatif)	Identifie si aucune soumission n'a été reçue ou que le projet est annulé.
4.	Assignation de lots	Lorsque l'appel d'offres comporte plusieurs lots et que le soumissionnaire peut soumettre un prix sur un ou plusieurs lots.
5.	Répartition des contrats	<p>L'organisme public indique la manière dont les contrats sont rédigés si l'appel d'offres comporte des lots soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 contrat par lot (plusieurs contrats pour un même contractant)</li> <li>- 1 contrat par adjudicataire (plusieurs lots sont regroupés pour le même contractant)</li> </ul>
6.	Montant soumis (O)	Il s'agit du montant soumis par chaque soumissionnaire (si applicable) pour chacun des lots (s'il y a lieu). Noter que lorsqu'une évaluation de la qualité est effectuée par l'organisme public, les prix soumis ne sont pas dévoilés à l'ouverture.
7.	Visualisation des Information saisies (O)	La visualisation des informations saisies est obligatoire avant toute publication pour fins de contrôle et de validation des données saisies.
8.	Information supplémentaire (facultatif)	L'organisme peut saisir toute information supplémentaire qu'il juge utile de communiquer.
9.	Date et heure de publication (O)	<p>La date de publication des renseignements dans le SEAO. Elle est générée par le système et non modifiable.</p> <p>La date permet de vérifier le délai de 4 jours ouvrables prescrit par la réglementation, suivant la date de l'ouverture des soumissions. Afin d'assurer un suivi de cette règle, un rapport devra être produit.</p>

**PARTIE C - RÉSULTATS DE CONCLUSION DE CONTRATS**  
(APPEL D'OFFRES PUBLIC)

Description initiale (dans les 15 jours suivant la conclusion du contrat)		
1.	Numéro de l'avis Numéro SEAO Titre (O)	Ces informations sont indiquées directement à partir de l'avis d'appel d'offres et ne sont pas modifiables.
2.	Options reliées	Il s'agit des options suivantes (Case à cocher) : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Aucune option</li> <li>- Renouvellement</li> <li>- Acquisition supplémentaires</li> </ul>
3.	Autres caractéristiques	L'organisme indique notamment si le contrat est à commande (ou à exécution sur demande), avec plusieurs contractants éventuellement et l'endroit où sont diffusés les résultats advenant que ceux-ci ne peuvent pas être publiés au SEAO considérant leur ampleur
4.	Autre mention	Indique si aucune soumission n'a été reçue ou que le projet est annulé.
5.	Type de contractant (O)	Ces informations sont notamment requises pour fins de statistiques : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Fournisseur, entrepreneur ou prestataire de service</li> <li>- Personne physique qui n'exploite pas une entreprise individuelle (individu)</li> <li>- Personne morale de droit privé à but non lucratif (OBNL)</li> <li>- Coopérative (COOP)</li> </ul>
6.	Admissibilité et Conformité	Indique, pour chacun des lots et chacun des soumissionnaires, l'admissibilité du soumissionnaire et la conformité de sa soumission. Cases à cocher.
7.	Divulgence Admissibilité / Conformité	L'organisme a le choix de divulguer ou non l'admissibilité et la conformité. Cases à cocher.
8.	ARQ valide (O)	Indique si chacun des soumissionnaires a fourni une attestation de Revenu Québec valide. Case à cocher.
9.	Contractant (O)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Indique, pour chacun des lots éventuels, le soumissionnaire retenu pour réaliser le contrat. Case à cocher.</li> <li>- Noter qu'il peut y avoir, dans le cadre d'un même appel d'offres, plusieurs lots adjugés à des soumissionnaires différents. Dans ce cas, le nom de chacun d'eux devra être saisi.</li> </ul>
10.	Numéro du contrat	Indique le numéro du contrat octroyé par l'organisme public, s'il y a lieu

11.	Date de conclusion du contrat (O)	La date de conclusion du contrat par l'organisme public.
12.	Date prévue de fin de contrat (O)	Indique la date prévue où le contrat prendra fin.
13.	Montant retenu (O)	<p>Montant retenu dans le cadre du contrat.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Si le contrat comporte des options de renouvellement, la dépense totale est publiée, soit le montant du contrat plus le montant de la dépense encourue si toutes les options étaient exercées.</li> <li>- Dans le cas d'un contrat à commandes ou d'un contrat à exécution sur demande, c'est le montant estimé de la dépense qui est divulgué.</li> <li>- Dans le cas d'un contrat à commandes ou à exécution sur demande avec plusieurs contractants, le nom de ceux-ci est publié ainsi que leur prix total respectif.</li> <li>- Si un contrat comporte des listes de prix dont l'ampleur ou la configuration ne permettent pas la publication des résultats au SEAO, l'organisme indique (dans une fenêtre) la façon d'obtenir les renseignements.</li> </ul>
14.	Information supplémentaire (Optionnel)	L'organisme peut saisir toute information supplémentaire qu'il juge utile de communiquer à propos de la description initiale du contrat.
15.	Information sur l'ARQ (O)	Indique si un autre soumissionnaire aurait pu obtenir le contrat, s'il n'avait pas été déclaré « inadmissible » pour cause d'ARQ non valide, ainsi que l'écart éventuel entre le montant de sa soumission et celle qui a été retenue. (pour les besoins statistiques du SCT seulement)
16.	Visualisation des Informations saisies (O)	Une visualisation des informations saisies est obligatoire avant toute publication pour fins de contrôle et de validation des données saisies.
17.	Date de publication des informations	Il s'agit de la date de publication des renseignements dans le SEAO. Elle est générée par le système et n'est pas modifiable. Elle permet notamment de vérifier que les renseignements publiés le sont dans les délais prescrits.
<b>Dépenses supplémentaires (dans les 60 jours suivant la modification apportée)</b>		
18.	Date de modification du contrat (O)	Il s'agit de la date de la modification du contrat qui a donné lieu à la dépense supplémentaire. Une aide sous forme d'un message est fournie à l'utilisateur à même le panorama.
19.	Montant de la dépense (O)	Indique le montant de la dépense supplémentaire dans le cas où le montant initial du contrat est majoré de plus de 10 %. Noter qu'il est possible d'effectuer des correctifs en cas d'erreur de saisie.
20.	Description de la dépense (O)	L'organisme saisit une description sommaire de la dépense
21.	Autorisation (O)	Il s'agit de l'autorisation la dépense (article 17 LCOP) par le dirigeant de l'organisme (O/N)
22.	Information supplémentaire (Optionnel)	L'organisme peut saisir toute information supplémentaire qu'il juge utile de communiquer à propos des dépenses supplémentaires.

Description finale (dans les 90 jours suivant la fin du contrat)






















23.	Nom du contractant (O)	Le contractant ayant effectivement réalisé le contrat
24.	Date de fin de contrat (O)	Date effective à laquelle a pris fin le contrat.
25.	Options de renouvellement (O)	Il s'agit du nombre d'option de renouvellement effectivement exercées
26.	Options pour acquisition supplémentaires (O)	Il s'agit du nombre d'option pour acquisition supplémentaires effectivement exercées
27.	Montant total payé (O)	Il s'agit du montant total du contrat y compris les dépenses supplémentaires et autres.
28.	Litige (facultatif)	Indique si un litige est en cours à la fin du contrat.
29.	Information supplémentaire (Optionnel)	L'organisme peut saisir toute information supplémentaire qu'il juge utile de communiquer à propos de la description finale.












**PARTIE D - RÉSULTATS DE CONCLUSION DE CONTRATS**  
(GRÉ À GRÉ ET SUR INVITATION)

**Description initiale (dans les 15 jours suivant la conclusion du contrat)**








1.	Numéro du contrat (O)	Saisi par l'organisme public.
3.	Titre du contrat (O)	Saisi par l'organisme public.
4.	Nature du contrat (O)	Un choix est offert parmi les types suivants : approvisionnement, services, travaux de construction, concession, vente de biens meubles, vente de biens immeubles, etc...
5.	Catégorie du contrat	Choix offert parmi plusieurs catégories selon la nature du contrat.
6.	Autre avis précédent (O)	Identifie si un autre avis (qualification, homologation, intérêt, autre) a précédé le présent contrat (O/N) avec l'éventuel numéro SEAO de celui-ci
7.	Région de livraison (O)	<p>Il s'agit de la région où le bien, le service, ou les travaux de construction doivent être livrés. La saisie de cette information se fera via un menu déroulant identifiant la région de livraison parmi les 17 régions administratives du Québec. Il y a lieu aussi de prévoir un choix « Hors-Québec » et le cas où il y aurait plusieurs régions de livraison:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ 01 Bas-Saint-Laurent</li> <li>○ 02 Saguenay-Lac-Saint-Jean</li> <li>○ 03 Capitale-Nationale</li> <li>○ 04 Mauricie</li> <li>○ 05 Estrie</li> <li>○ 06 Montréal</li> <li>○ 07 Outaouais</li> <li>○ 08 Abitibi-Témiscamingue</li> <li>○ 09 Côte-Nord</li> <li>○ 10 Nord-du-Québec</li> <li>○ 11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine</li> <li>○ 12 Chaudière-Appalaches</li> <li>○ 13 Laval</li> <li>○ 14 Lanaudière</li> <li>○ 15 Laurentides</li> <li>○ 16 Montérégie</li> <li>○ 17 Centre-du-Québec</li> <li>○ 99- Hors-Québec</li> </ul>
8.	Exceptions à un accord (Optionnel)	Exception aux accords applicables et motif de la décision. Cette section s'applique seulement aux organismes publics visés à l'Annexe 502.1A de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI). Une liste des entités visées, une description des exceptions et les raisons motivant la décision d'y recourir sont fournies.
9.	Nom du contact (O)	Sélectionné(s) parmi les contacts disponibles au sein de de l'organisme, lesquels auront été saisis préalablement.

10.	Informations sur le contact (O)	L'adresse et le numéro de téléphone du contact sont obligatoires. Un choix est offert de diffuser ou non l'adresse courriel et le numéro de télécopieur du contact.
11.	Description du contrat (Optionnel)	Une fenêtre destinée à saisir un texte descriptif du contrat ou de l'appel d'offres sur invitation est offerte. Une barre d'outils permet la mise en forme du texte. Des mots-clés peuvent être ajoutés pour faciliter une recherche éventuelle.
12.	Classification (O)	Code de classification de produits, services et travaux de construction selon la charte UNSPSC. Au moins un code doit être inscrit. Celui-ci doit être le plus détaillé possible afin de bien identifier l'objet du contrat. La saisie de plusieurs codes est possible, mais un seul doit être identifié comme principal. Un contrôle de cohérence est effectué avec la nature du contrat. Des suggestions en fonction du titre de l'avis et de la nature du contrat sont possibles ainsi que la saisie de mots-clés pour faciliter la recherche de codes.
13.	Nom des entreprises invitées à soumissionner (Optionnel)	Seulement si le contrat est conclu à la suite d'un appel d'offres sur invitation. La saisie de cette rubrique est optionnelle pour les organismes publics.
14.	Montant soumis (Optionnel)	Il s'agit du montant soumis par chacun des soumissionnaires invités, dans le cas d'un appel d'offres sur invitation (Optionnelle).
15.	Assignment de lots (Optionnel)	Lorsque l'appel d'offres sur invitation comporte plusieurs lots et que le soumissionnaire peut soumettre un prix sur un ou plusieurs lots
16.	Date de conclusion (O)	La date de conclusion du contrat sous la forme (aaaa-mm-jj)
17.	Date prévue de fin de contrat (O)	Date prévue de fin de contrat sous la forme (aaaa-mm-jj)
18.	Le nom du contractant (O)	Il s'agit d'identifier le contractant. Celui-ci peut être sélectionné parmi la liste des fournisseurs les plus fréquents, la des abonnés ou inscrits au SEAO ou saisi directement à l'écran à l'aide d'un formulaire.
19.	Options liées (O)	Un choix est offert parmi : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Aucune option</li> <li>- Option de renouvellement</li> <li>- Option pour acquisitions supplémentaires</li> </ul>
20.	Autres caractéristiques	L'organisme indique si le contrat est à commande (ou à exécution sur demande) et le montant estimé de la dépense éventuelle (appel d'offres sur invitation).
21.	Montant du contrat (O)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- S'il s'agit d'un contrat à commandes ou d'un contrat à exécution sur demande, c'est le montant estimé de la dépense qui est divulgué.</li> <li>- Si le contrat comporte des options de renouvellement, l'organisme publie aussi la dépense totale, soit le montant du contrat plus le montant de la dépense encourue si toutes les options étaient exercées.</li> </ul>

22.	Le type de contractant (O)	<p>Cette rubrique, obligatoire pour les organismes publics comporte les choix suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Fournisseur, entrepreneur ou prestataire de services.</li><li>• Personne physique qui n’exploite pas une entreprise individuelle (individu).</li><li>• Personne morale de droit privé à but non lucratif (OBNL).</li><li>• Coopérative (COOP)</li></ul> <p>Un lien est établi avec la rubrique suivante (23) «<a href="#">Disposition de la LCOP ou du règlement en vertu de laquelle le contrat de gré à gré est conclu</a>» lorsque le montant du contrat est supérieur aux seuils.</p>																						
23.	Disposition de la loi ou du règlement	<div><div>1- <a href="#">Loi sur les contrats des organismes publics</a></div><div><table><thead><tr><th>Article</th><th>Description</th></tr></thead><tbody><tr><td> 13</td><td>Paragraphe 1° : Situation d'urgence où la sécurité des personnes ou des biens est en cause</td></tr><tr><td> 13</td><td>Paragraphe 2° : Un seul contractant est possible en raison d'une garantie, d'un droit de propriété, d'un droit exclusif, etc.</td></tr><tr><td> 13</td><td>Paragraphe 4° : Possibilité de démontrer qu'un appel d'offres public ne servirait pas l'intérêt public</td></tr><tr><td></td><td>Motifs : *</td></tr><tr><td></td><td><div></div></td></tr><tr><td> 14</td><td>Contrat dont le montant est inférieur au seuil d'appel d'offres public.</td></tr><tr><td> 25</td><td>Autorisation du gouvernement ou du ministre responsable.</td></tr></tbody></table></div><div>2- <a href="#">Règlement sur les contrats d’approvisionnement des organismes publics</a></div><div><table><thead><tr><th>Article</th><th>Description</th></tr></thead><tbody><tr><td> 27</td><td>Acquisition de sable, de pierre, de gravier, ou d'enrobés bitumineux comportant une dépense inférieure à 200 000 \$.</td></tr><tr><td> 28</td><td>Contrat lié à des activités de recherche et de développement ou à des activités d'enseignement.</td></tr></tbody></table></div></div>	Article	Description	 13	Paragraphe 1° : Situation d'urgence où la sécurité des personnes ou des biens est en cause	 13	Paragraphe 2° : Un seul contractant est possible en raison d'une garantie, d'un droit de propriété, d'un droit exclusif, etc.	 13	Paragraphe 4° : Possibilité de démontrer qu'un appel d'offres public ne servirait pas l'intérêt public		Motifs : *		<div></div>	 14	Contrat dont le montant est inférieur au seuil d'appel d'offres public.	 25	Autorisation du gouvernement ou du ministre responsable.	Article	Description	 27	Acquisition de sable, de pierre, de gravier, ou d'enrobés bitumineux comportant une dépense inférieure à 200 000 \$.	 28	Contrat lié à des activités de recherche et de développement ou à des activités d'enseignement.
Article	Description																							
 13	Paragraphe 1° : Situation d'urgence où la sécurité des personnes ou des biens est en cause																							
 13	Paragraphe 2° : Un seul contractant est possible en raison d'une garantie, d'un droit de propriété, d'un droit exclusif, etc.																							
 13	Paragraphe 4° : Possibilité de démontrer qu'un appel d'offres public ne servirait pas l'intérêt public																							
	Motifs : *																							
	<div></div>																							
 14	Contrat dont le montant est inférieur au seuil d'appel d'offres public.																							
 25	Autorisation du gouvernement ou du ministre responsable.																							
Article	Description																							
 27	Acquisition de sable, de pierre, de gravier, ou d'enrobés bitumineux comportant une dépense inférieure à 200 000 \$.																							
 28	Contrat lié à des activités de recherche et de développement ou à des activités d'enseignement.																							

		<div data-bbox="555 315 1520 389">  29 Contrat pour des activités à l'étranger d'une délégation ou organisation permettant la représentation du Québec à l'étranger. </div> <div data-bbox="555 434 1299 468">  29.1 Contrat à commandes pour l'acquisition de logiciels. </div> <div data-bbox="555 517 1520 591">  39.2 Contrat conclu à moins de 25 000 \$, mais dont le montant total payé est égal ou supérieur à 25 000 \$. </div> <div data-bbox="592 633 1490 667"> 3- Règlement sur les contrats de travaux de construction des organismes publics </div> <div data-bbox="555 703 1474 777">  35 Contrat pour des activités à l'étranger d'une délégation ou organisation permettant la représentation du Québec à l'étranger. </div> <div data-bbox="555 822 1541 896">  42.2 Contrat conclu à moins de 25 000 \$, mais dont le montant total payé est égal ou supérieur à 25 000 \$. </div> <div data-bbox="592 938 1319 972"> 4- Règlement sur les contrats de services des organismes publics </div> <div data-bbox="555 1008 1058 1041">  35 Contrat de services juridiques. </div> <div data-bbox="555 1133 1208 1167">  37 Contrat de services financiers ou bancaires. </div> <div data-bbox="555 1258 1505 1332">  42 Contrat pour des activités à l'étranger d'une délégation ou organisation permettant la représentation du Québec à l'étranger. </div> <div data-bbox="555 1379 1536 1541">  42.0.1 Contrat relatif à la production de plants forestiers avec un producteur de plants forestiers visé par un plan conjoint établi conformément à la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche (chapitre M-35.1). </div> <div data-bbox="555 1585 1536 1758">  42.0.3 Contrat de réparation d'un aéronef incluant la location des composants de rechange nécessaires pendant la réparation lorsque l'évaluation du travail à exécuter ne peut être effectuée avant le début de la prestation des services de réparation. </div> <div data-bbox="555 1805 1520 1879">  42.1 Contrat de services pour l'engagement d'un enquêteur, d'un conciliateur, d'un négociateur, d'un médiateur, d'un arbitre, d'un médecin ou d'un </div>
--	--	---



		<p>dentiste en matière d'évaluation médicale liée à leur spécialité ou d'une personne devant agir à titre de témoin expert devant un tribunal.</p> <p> 42.2 Paragraphe 1° : Développement de l'employabilité, aide et accompagnement social dédiés exclusivement à des personnes visées par des mesures gouvernementales d'aide à l'emploi.</p> <p> 42.2 Paragraphe 2° : Hébergement et soins de longue durée à des personnes en perte d'autonomie.</p> <p> 42.2 Paragraphe 3° : Hébergement de personnes en difficulté d'adaptation, en situation de dépendance ou ayant des problèmes de santé ou présentant une déficience, comprenant des services de soutien et d'assistance ou des services de soins médicaux.</p> <p> 42.2 Paragraphe 4° : Hébergement ou services spécialisés de soutien à la réinsertion sociale de personnes contrevenantes.</p> <p> 42.2 Paragraphe 5° : Administration d'un programme de travaux compensatoires effectués par des personnes incapables de payer une amende.</p> <p> 42.2 Paragraphe 6° : Services d'accueil et d'intégration de personnes immigrantes, comprenant ou non des services de francisation.</p> <p> 52.2 Contrat conclu à moins de 25 000 \$, mais dont le montant total payé est égal ou supérieur à 25 000 \$.</p>
24.	Date de publication des informations	Il s'agit de la date de publication des renseignements dans le SEAO. Elle est générée par le système et est non modifiable. Elle permet notamment de vérifier que les renseignements publiés le sont dans les délais prescrits.
<b>Dépenses supplémentaires (dans les 60 jours suivant la modification apportée)</b>		
25.	Date de modification du contrat (O)	Il s'agit de la date de la modification du contrat qui a donné lieu à la dépense supplémentaire. Une aide sous forme d'un message est fourni à l'utilisateur à même le panorama.
26.	Montant de la dépense (O)	Indique le montant de la dépense supplémentaire dans le cas où le montant initial du contrat est majoré de plus de 10 %.

27.	Description de la dépense (O)	L'organisme saisit une description sommaire de la dépense
28.	Autorisation (O)	Il s'agit de l'autorisation la dépense (article 17 LCOP) par le dirigeant de l'organisme (O/N)
29.	Information supplémentaire (Optionnel)	L'organisme peut saisir toute information supplémentaire qu'il juge utile de communiquer à propos des dépenses supplémentaires.
30.	Date de publication des informations (O)	Il s'agit de la date de publication des dépenses supplémentaires dans le SEAO. Elle est générée par le système et non modifiable. Cette information permet notamment de vérifier que les renseignements publiés le sont dans les délais prescrits.
Description finale (dans les 90 jours suivant la fin du contrat)		
31.	Nom du contractant (O)	Le contractant ayant réalisé le contrat
32.	Date de fin de contrat (O)	Date effective à laquelle a pris fin le contrat.
33.	Options de renouvellement (O)	Il s'agit du nombre d'option de renouvellement effectivement exercées
34.	Options pour acquisition supplémentaires (O)	Il s'agit du nombre d'option pour acquisition supplémentaires effectivement exercées
35.	Montant total payé (O)	Il s'agit du montant total du contrat y compris les dépenses supplémentaires et autres dépenses.
36.	Litige (facultatif)	Indique si un litige est en cours à la fin du contrat.
37.	Information supplémentaire (Optionnel)	L'organisme peut saisir toute information supplémentaire qu'il juge utile de communiquer à propos de la description finale.
38.	Date de publication des informations	Il s'agit de la date de publication de la description finale du contrat dans le SEAO. Elle est générée par le système et non modifiable. Elle permet notamment de vérifier que les renseignements publiés le sont dans les délais prescrits.

## PARTIE E – RÉSULTATS DE L’HOMOLOGATION DE BIENS

1.	Numéro de l’avis Numéro de référence SEAO Titre de l’avis	Ces informations proviennent de l’avis d’homologation publié au SEAO
2.	Objet de l’homologation (O)	Nature des biens qui ont fait l’objet de l’homologation. Un lien doit être fait avec l’avis public d’homologation.
3.	Liste des biens homologués (O)	Identification des biens homologués à publier après l’homologation.
4.	Date d’échéance de la liste (O)	Noter que la période de validité de la liste peut varier de 1 à 3 ans à partir de la date de diffusion sur le SEAO.
5.	Republication d’avis (O)	Un avis public de qualification est publié au moins une fois l’an pendant la période de validité de la liste pour permettre à d’autres prestataires de services (ou entrepreneurs) de se qualifier. Prévoir la création d’un tel avis.
6.	Date de saisie de la liste (O)	Elle correspond à la date du jour et doit être générée par le système. Cependant, l’organisme public devrait avoir la possibilité de paramétrer la publication de l’information à une date ultérieure qu’il aura fixée.
7.	Visualisation des informations saisies (O)	Une visualisation des informations saisies est obligatoire avant toute publication au SEAO pour fins de contrôle et de validation des données.
8.	Information supplémentaires (Optionnel)	Toute information supplémentaire que l’organisme juge utile de communiquer à propos des résultats de l’homologation.

**PARTIE F – RESULTATS DE LA QUALIFICATION**  
(PRESTATAIRES DE SERVICES)

1.	Numéro de l'avis Numéro de référence SEAO Titre de l'avis	Ces informations proviennent de l'avis de qualification publié au SEAO
2.	Objet de la qualification (O)	Nature des services qui ont fait l'objet de la qualification des prestataires de services. Un lien doit être fait avec l'avis public de qualification.
3.	Liste des prestataires de services qualifiés (O)	Identifie les prestataires de services qualifiés à publier suite à la procédure de qualification. Le choix peut être fait à partir de la liste de commandes, à l'aide d'un formulaire ou à partir des fournisseurs abonnés ou inscrits au SEAO. L'organisme peut aussi indiquer : <ul style="list-style-type: none"> <li>- qu'aucun prestataire de services n'a répondu à l'avis de qualification</li> <li>- qu'aucun prestataire de services ne s'est qualifié</li> <li>- que l'avis de qualification a été annulé</li> </ul>
4.	Date d'échéance de la liste (O)	Noter que la période de validité de la liste peut varier de 1 à 3 ans à partir de la date de sa diffusion sur le SEAO.
5.	Republication d'avis (O)	Un avis public de qualification est publié au moins une fois l'an pendant la période de validité de la liste pour permettre à d'autres prestataires de services de se qualifier. Prévoir la création d'un avis de rappel.
6.	Information supplémentaires (Optionnel)	Toute information supplémentaire que l'organisme juge utile de communiquer à propos des résultats.
7.	Visualisation des informations saisies (O)	Une visualisation des informations saisies est obligatoire avant toute publication au SEAO pour fins de contrôle et de validation des données.
8.	Date de saisie de la liste (O)	Elle correspond à la date du jour et doit être générée par le système.

## **PARTIE G – ÉLÉMENTS D'INFORMATION ET PRÉCISIONS SPÉCIFIQUES AUX CONTRATS DU SECTEUR MUNICIPAL (À TITRE D'INFORMATION SEULEMENT)**

Les organismes suivants doivent publier sur Internet et tenir à jour la liste de tous leurs contrats comportant une dépense d'au moins 25 000\$, à l'exception des contrats de travail :

- Les municipalités locales et régionales de comté  
(ne sont pas concernés : les villages nordiques, les villages cris et Naskapi, l'Administration régionale Kativik ainsi que les paroisses de Saint-Louis-de-Gonzague-du-Cap-Tourmente, de Saint-Benoît-du-Lac et de Notre-Dame-des-Anges)
- Les régies inter municipales
- Les communautés métropolitaines
- Les sociétés de transport en commun
- Les centres locaux de développement
- Les conférences régionales des élus
- Les autres organismes pour lesquels la loi déclare expressément applicables les dispositions concernant les règles d'adjudication des contrats municipaux

Les organismes doivent utiliser le SEAO pour publier leurs listes de contrats respectifs. Le SEAO doit à cette fin comporter les fonctionnalités permettant la saisie des renseignements mentionnés aux articles 477.5 de la Loi sur les cités et villes et 963.1 du Code municipal du Québec, soient :

- 1) dans le cas d'un contrat qui comporte une dépense de 100 000\$ ou plus, le prix du contrat tel que préalablement estimé conformément à la loi;
- 2) le prix du contrat, le nom de la personne avec laquelle il a été conclu et, s'il s'agit d'un contrat comportant une option de renouvellement, le montant total de la dépense prévue compte tenu de l'ensemble des options;
- 3) l'objet du contrat.
- 4) dans le cas d'un contrat conclu suite à un appel d'offres, la liste contient également les renseignements suivants:
  - le nom de chaque soumissionnaire;
  - le montant de chaque soumission;
  - l'identification de toute soumission, plus basse que celle retenue, qui a été jugée non conforme.
- 5) Dans le cas d'un contrat conclu de gré à gré, la liste mentionne, le cas échéant, la disposition de la loi ou du règlement en vertu de laquelle le contrat pouvait être accordé sans demande de soumissions.
- 6) Dans tous les cas, la liste fait également mention, dès que possible à la fin de l'exécution d'un contrat, du montant total de la dépense effectivement faite.
- 7) Les renseignements doivent demeurer publiés pour une période minimale de trois ans à compter de la date de publication de la dépense effectivement faite.

En plus de ces renseignements, le SEAO doit permettre la saisie et la publication, dans les listes de contrats de chacun des organismes :

- de renseignements explicatifs de ceux que la loi oblige de publier
- de la date où l'organisme effectue la mise à jour de sa liste de contrats.

Le SEAO doit également comporter les fonctionnalités permettant la consultation par le public des listes de contrats de chacun des organismes séparément. Le SEAO doit à cette fin rendre accessible la liste de contrats à partir d'hyperliens placés par les organismes sur leur site Internet respectif, ou sur d'autres sites qu'ils déterminent conformément à la loi.

**Noter que ces éléments seront complétés au besoin.**

